

Ça va mieux ? Décryptage du « diagnostic » présidentiel

Ça va mieux. On peut gloser sur la stratégie de communication de la méthode Coué adoptée par le président de la République. Derrière un slogan qui a tout pour être contreproductif, il y a pourtant les mots : il est question de bilan et de l'évolution d'une tendance. Pas forcément évident de démêler le vrai du faux, l'espoir de la réalité, l'imprécation de l'analyse.

Pas de meilleur climat politique : l'économie dans le viseur

Quels peuvent être les marqueurs de cette amélioration ? On ne peut guère s'attacher au climat, à l'ambiance. Les quatre années écoulées sous la présidence de M. Hollande ne portent pas la marque de l'optimisme retrouvé par les Français. Avec le recul, on a du mal à retenir des éléments marquants autre que le mariage homosexuel et les attentats. Inopérant pour créer une unité nationale qui aille au-delà d'une façade et, en tout cas, pour susciter une adhésion qui entraîne le pays. La politique étrangère alignée sur celle des États-Unis d'une part, de l'Allemagne de l'autre, ne donne pas plus d'allant au pays. Au contraire, l'Europe confirme une image de déconnexion de la réalité et du vécu, prend sans cesse plus de distance avec les citoyens, et le dossier des migrants n'a fait que mettre en évidence une absence de gouvernance et de vision commune.

Reste le sujet économique, celui qui, visiblement comble les ambitions du président de la République et justifierait son slogan. Bien entendu le « va mieux » repose sur une évolution historique, sur une comparaison de situations. La tendance naturelle est de prendre comme base l'année 2011, celle qui a précédé l'élection présidentielle. Mais cette référence n'est pas toujours retenue. On a pu le voir au travers du fameux objectif « d'inverser la courbe du chômage » : plus il augmente, plus il se rapproche d'un point d'inflexion. 700 000 chômeurs (catégorie A) en plus entre mai 2012 et mars 2016, cela peut permettre de se féliciter de l'inversion de la courbe si, au bilan final, le solde se montait à ... une aggravation de 650 000.

L'argutie sémantique a semblé tenir lieu de stratégie : en dégradant la situation au maximum en début de mandat, en installant un environnement très médiocre, il y a un moment où on peut s'améliorer. Pour autant, c'est bien sur les quatre années écoulées que le président de la République se donne aujourd'hui un satisfecit.

La pression fiscale du début de mandat a cassé la dynamique

Les comparaisons économiques portent sur des batteries d'indicateurs, mais la communication politique peut se concentrer sur les essentiels : déficit budgétaire – et dette -, marché de l'emploi et croissance.

On ne fera pas le reproche aux gouvernements Ayrault et Valls - pas plus qu'à Emmanuel Macron, le stratège économique de l'Élysée au début du quinquennat -, de ne pas avoir cherché à réduire le déficit budgétaire tout en augmentant les dépenses. Ils l'ont fait au travers d'une hausse massive de la fiscalité, en particulier sur les entreprises et sur les ménages qui acquittent de l'impôt, ce qu'on appelle la classe moyenne supérieure. On ne peut pas dire que cette hausse des recettes ait normalisé le déficit. Les records de 2009 et 2010 (138 et 149 milliards d'euros) avaient porté le poids du sauvetage du système bancaire et de l'euro après la crise dite des subprimes. Le déficit avait été porté alors à plus de 7 % du produit intérieur brut. Depuis, après une amélioration en 2011 (90 milliards), l'envolée fiscale n'a permis qu'une stabilisation dans une fourchette 70-85 milliards. On s'est situé l'année dernière à 3,5 % du PIB et, cette année, le solde devrait repasser au-dessous de la norme de Maastricht de 3%. D'une certaine façon, les chiffres confirment ainsi que « ça va mieux ».

La démarche a eu un prix : la fiscalité a limité la croissance, n'a fait qu'amplifier la tendance négative du marché de l'emploi. On le retrouve dans le taux d'endettement rapporté au PIB. La dette publique est passée de 1.900 milliards d'euros en 2012 à 2.100 milliards. Ce qui représente 95% du PIB contre 85 % il y a quatre ans.

Question croissance en effet, si « ça va mieux », ça ne va donc pas beaucoup mieux. La série depuis 2012 n'est pas exceptionnelle : +0,2 % / +0,7% / +0,6 % et, l'année dernière, 1,3%. L'estimation crédible autour de 1,5% cette année traduit plus une stabilisation qu'une amélioration.

Quand je me compare, je me désole...

Pour autant, on est bien au total face à des données en (légère) amélioration, qui semblent donner raison au président de la République. La nuance peut être double.

En premier lieu, en raison du fameux alignement des planètes : taux d'intérêt bas, injections monétaires massives de la part de la banque centrale, pétrole et matières premières en chute, dollar en hausse, reprise américaine. Les effets compétitivité, croissance importée et pouvoir d'achat ont amorti la politique fiscale récessive. Les meilleurs scores de l'année dernière et de cette année permettent à ces facteurs

favorables de s'exprimer en raison, sinon d'une franche réduction des impôts, tout au moins d'un arrêt de la montée des prélèvements obligatoires. À environnement fiscal constant, l'économie Française aurait très largement amélioré son score depuis 2012.

En second lieu en comparant. On connaît la célèbre formule attribuée à Talleyrand : « Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console ». On peut aujourd'hui la prendre à rebours : si « ça va mieux », en comparaisons internationales, ce n'est pas le cas. Le niveau de croissance, celui de réduction du chômage est inférieur à la moyenne de la zone euro. Les fondamentaux permettaient de fixer à l'économie française des objectifs supérieurs à ceux de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. On n'y est pas, même si les écarts ne sont désormais plus considérables. Le retard de croissance par rapport à la référence de 2007 se monte à 3 points de PIB (+5,9 % en France, +9 % en Allemagne, +9,3% au Royaume-Uni). De 2012 à 2015, la tendance n'est pas inversée : le retard s'établit à 4 % contre Grande Bretagne et 0,6 % contre Allemagne.

Ça va mieux que si ç'était pire

Alors ça va mieux ? On ne peut pas nier une série meilleure. Mais un peu meilleure seulement et en retard sur le potentiel. Cela ne fait que confirmer que l'augmentation des dépenses publiques et leur financement (impôt et emprunt) ne peut être complètement contrebalancé par des aides ponctuelles et bureaucratiques (type CICE) et par le soutien de la Banque Centrale. Le monétaire a besoin du fiscal pour donner son plein effet.